

Offre de Service CADRE

L'offre de service CADRE va évoluer pour les DE recherchant un emploi cadre.

La DR a fait le choix d'un rattachement géographique du public cadre et la communication aux DE concernés sera faite en fin d'année pour leur rattachement.

Selon une étude nationale sur les attentes spécifiques des DE « cadres », les besoins sont:

- des offres d'emploi adaptées (*ah bon !*)
- une mise en réseau avec d'autres cadres
- des services en ligne et des contacts dématérialisés (*tiens donc...*)
- de l'information sur le marché du travail et des conseils utiles (*SIC ! habituellement, les conseillers donnent des conseils parfaitement inutiles*)

Du nouveau ? Pour la Direction : NON c'est une simple affectation de DE dans un portefeuille ...

Sauf que... la volumétrie va considérablement augmenter (17.447 inscrits en Grand Est en 2017) **avec les critères retenus conjointement par PE et l'APEC !!** Mais encore une fois aucune donnée précise ne nous a été transmise !

Concrètement :

- ESI, Accompagnement guidé/renforcé et Traitement du dossier indemnisation se feront dans l'agence de rattachement.
- Donc plus d'ESI spécifique CADRE ! Tous les conseillers devront connaître les prestations spécifiques CADRE !
- Les cadres en « suivi » sont regroupés dans une agence ayant une compétence territoriale étendue.

La Direction n'a pas donné de réponses à nos questions sur :

- le nombre de DE
- le nombre, la répartition, le volume et la composition des portefeuilles
- le contenu de la formation pour les conseillers (à l'ensemble des conseillers ?)
- le bilan des partenariats précédents
- les modalités de l'animation fonctionnelle **A suivre... . Démarrage prévu en Janvier 2018**

Nominations ENCADREMENT

- M. Philippe SIEBERT est nommé Directeur Régional Pôle emploi Grand Est.
- M. C.ROUILLON est nommé DT 67,
- Mme C.HAAS est nommée DT 68
- Mme I.SQUELBUT est nommée DT 54
- M. F.HERBERT est nommé DT Marne.

PRIMES Trajectoire GDD

Pour la Direction, le versement d'une prime ne veut pas dire « arrêt de la double compétences »
 !!! Vu les problèmes liés aux traitements d'ARVATO et la période estivale, beaucoup d'agents qui s'étaient vus retirer le traitement de dossiers, ont à nouveau été sollicités...

... **Ou l'art du Stop and Go** ... ou l'art du grand n'importe quoi ... un jour on verse une prime parce (soi-disant) l'activité a disparu, le lendemain on remobilise les agents pour une durée inconnue parce que les dossiers et problèmes s'empilent ... !!

A quoi bon signer un accord si la Direction fait ce qu'elle veut après ??? Telle est la question que vous pourrez poser aux signataires de l'accord GPEC ...

Concernant les déprogrammations d'agents, la Direction indique que c'est aux ... ELD (!!!) de décider l'arrêt des GDD ! Sinon aucune indication autre qu'une déprogrammation d'agents bi-compétents prévue en septembre et octobre n'a pu nous être donnée.

Dans ces conditions, à la quasi-unanimité (sauf la CGT-FO), **les OS (SNU, CFDT, CGC, CGT, CFTC) et élus ont demandé :**

- La baisse des charges agence par agence
- La planification des déprogrammations agence par agence
- La planification des sessions de formation. Pour au plus tard le 21/9 – lors de la commission de suivi

Réorg° de Strasbourg

Le SNU, soucieux d'obtenir des garanties pour les agents du bassin de Strasbourg a rendu un avis défavorable au projet qui était présenté aux élus en Comité d'Etablissement

Sur la forme, nous avons trouvé le dossier sur la réorganisation du bassin de Strasbourg assez flou :

- Manque de données chiffrées (notamment sur les charges) qui ont permis de construire le projet, DFEM, OEE, Entreprise, ... ou alors communication de données chiffrées erronées.

Nombre d'agents éligibles à la prime de spécialisation 2017

Département	Prime Agents Privés	Prime Agents Publics	Nombre total de prime
08	25	3	28
10	20	1	21
51	45	0	45
52	7	0	7
54	44	1	45
55	13	0	13
57	86	4	90
67	18	0	18
68	43	0	43
88	32	0	32
total	333	9	342

Nombre de primes de spécialisation versées en juillet et août 2017

Département	Prime Agents Privés	Prime Agents Publics	Nombre total de prime
08	26*		26
10	19		19
51	46**		46
52	7		7
54	44		44
55	13		13
57	85		85
67	17		17
68	43		43
88	32		32
total	332		332

* en juin 2017, agent éligible dans sa région d'origine muté au 01/06/2017 en Grand Est
 ** prime versée à un agent éligible dans sa région d'origine muté en Grand Est

Nombre de recours pour versement de la prime de spécialisation 2017

Département	Prime Agents Privés	Prime Agents Publics	Nombre total de prime
08	1		1
10	1		1
51	4		4
52	1		1
54	0		0
55	0		0
57	1		1
67	0		0
68	0		0
88	0		0
total	8		8

Nb : La différence entre éligibles et bénéficiaires s'explique essentiellement par le nombre d'agents publics qui n'ont pas encore eu la prime, la Direction est en attente d'un texte pour pouvoir verser la prime.

- Certains aspects du processus de la gestion du mouvement restent, semble-t-il, encore à être réfléchis voire négociés : recours ?, suivi ?, bilan à 3 et 6 mois ?
- Une fiche de vœux présentée restant elle-même encore assez floue et trop imprécise.

Sur le fond et d'un point de vue opérationnel, de vraies difficultés risquent de voir le jour rapidement :

- Un traitement différencié dans le traitement RH des vœux pour les ELD et les conseillers
- Une perte d'expertise pour certaines équipes
- Un rééquilibrage des effectifs partiellement réalisé
- Une obligation de fiche de vœux pour 350 agents pour un objectif annoncé de 35 mouvements
- Une charge des REP et RRA démultipliée

Pour les RRA : 1 seul RRA pour des sites de 80 personnes.

Pour les REP : gestion et management d'équipe pouvant aller jusqu'à 3 dominantes (Agent GDD + Agent entreprise + agent PAG par exemple)

- Une prime QPV perdue pour les agents de droit public qui changeraient d'agence = perte de salaire
- Une équipe transfrontalière détachée de l'EMI

Ainsi, malgré le fait que le SNU Grand Est reconnaisse l'intérêt d'une création d'une 7^{ème} agence à Strasbourg et d'une nouvelle organisation (meilleure répartition des charges et ressources, configuration mobilière et immobilière, etc...), **les garanties apportées ne sont pas suffisantes au regard de ce que les agents sont en droit d'attendre d'un tel projet attendu depuis de nombreux mois ! Pour toutes ces raisons, le SNU a émis un avis défavorable !**

Résultat du vote : **SNU**, CGT, CFTC, CGT-FO, CFDT : avis défavorable – CGC : abstention

Pour rappel : Suite à la création de la 7^{ème} agence « SEYBOTH ». Un nouveau découpage des quartiers et des communes du bassin est prévu. Les postes des membres des ELD seront diffusés. 1) les DAPE se positionneront en septembre (nomination en octobre). 2) les REP, RRA et RA en octobre (nomination en novembre). 3) Les conseillers du bassin feront une fiche de 1 à 7 vœux, en novembre.

Fin de l'opération : le 1^{er} janvier 2018. Espérons que chacun y trouvera son compte ! N'hésitez pas à vous rapprocher de vos élus SNU pour plus d'infos ou en cas de problèmes.

Sécurité Des exercices de sécurité informatique auront lieu dans 2 agences de Reims le Samedi 23 Septembre.

CPF selon la Direction, le Grand Est est la région où les DE utilisent le moins leurs heures CPF.

Pour le Snu (qui avait inscrit la question) Pole Emploi **ne peut pas imposer aux DE d'utiliser ou non leurs heures !** D'autant que la mobilisation des heures peut se faire en plusieurs temps ce qui favorise l'accès aux formations !

EURES-T La Direction devait nous fournir les éléments de réponse à la question posée en juillet...

Il y a 160 000 travailleurs frontaliers en GE pour 6 agents Eures-T en Lorraine, et 1 en Alsace

Pour le SNU (qui avait inscrit la question), le nombre de conseillers Eures-T est insuffisant et doit être augmenté !

CEP **le SNU a demandé à connaître** le bilan des demandes de CEP émanant des agents.

Suppression des CAE. **Le SNU** a pris connaissance de cette **décision politique hallucinante** au regard de l'importance de ces contrats, et **des conséquences catastrophiques sur les demandeurs d'emploi** et sur les structures bénéficiant de ce type d'aide, s'étonne de l'absence totale de communication de la Direction auprès des agents et des collectivités utilisatrices. Et demande un état des lieux quant aux Emplois Avenir.

A retenir : « Nous communiquerons et continuerons à communiquer sur tous les sujets comme nous l'avons toujours fait ! »...

Note de frais : la DR s'est engagé à donner le schéma du cheminement d'une note de frais par territoire.

Visiblement en réunion de CE, les membres de la Direction présents n'en avaient pas connaissance non plus ! Puisqu'il a fallu leur expliquer le cheminement actuel et kafkaïen ...

Réorganisation DR : **Pour le SNU**, un organigramme de la Direction (actualisé) serait le bienvenu, ainsi qu'un bilan objectif de l'opérationnalité de l'organisation actuelle !

Site POLE EMPLOI.fr : à quand un vrai dialogue social sur le sujet et sur les risques frauduleux ?

Télétravail (et recours) Sur 482 demandes: 356 ont été retenues pour 1 jour de Télétravail, 16 ont obtenu 2 jours (pour 3870 agents : 9,6 % de l'effectif). Travail de proximité : 82 demandes ont été acceptées. 6 demandes ont été refusées car l'agence demandée n'avait pas la capacité d'accueil. La Direction s'était engagée à fournir les éléments chiffrés détaillés et **par agence** en réunion de CE...

Les élu.es ont demandé les informations suivantes :

- Les critères retenus pour l'attribution d'1 ou 2 jours
- Les données relatives à la CSP, au genre (H/F), à une RQTH
- éventuelle des agents
- Les données actualisées pour le travail en proximité

Et ont noté que peu d'agents connaissaient les modalités de recours

La Direction fait son mea culpa et reconnaît avoir peu (ou mal)

communiqué sur les process... argumentant que c'était quelque chose

de nouveau ... ***pourtant l'expérimentation avant ce déploiement***

avait duré 1 an...

Nombre de Recours Télétravail par Territoire en Région Grand Est			
Territoires	Nombre de demandes de recours	Dont avis Favorables	Dont avis Défavorable
8			
10			
51	1	0	1
52			
54	3	0	2
55			
57	2	0	2
67	7	5	2
68	3	1	1
88			
TOTAL	16	6	8

Ps : chiffres sujets à caution fournis aux élus CE

Activités Sociales et Culturelles & Fonctionnement du CE

- Vote sur l'utilisation du budget de fonctionnement : unanimité
- Commission aide sociales secours d'urgence : examen des dossiers : à l'unanimité, les élus ont suivi les propositions de la commission.



Strasbourg, le 4 septembre 2017